

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 17 JUIN 2025

Le directeur général de l'agence régionale de santé  
à

Monsieur le Président de l'association Notre Maison  
Route de Montdidier  
39240 AROMAS

RAR N° [REDACTED]

**Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 39 000 469 5 - EHPAD NOTRE MAISON – AROMAS**

**PJ : tableau des mesures définitives**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 28 janvier 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 3 prescriptions et 4 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse du 18 février 2025, ainsi que des pièces jointes à cette dernière. A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 28 janvier 2025, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par [REDACTED]  
[REDACTED] chargé de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction  
territoriale du Jura [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copies à :

Madame la Directrice  
EHPAD NOTRE MAISON  
Route Montdidier  
39240 AROMAS

Monsieur le Président  
Conseil Départemental du Jura  
17 rue Rouget de Lisle,  
39000 Lons-le-Saunier

Date de mise à jour  
des mesures : 22/01/2026  
Affaire suivie par : 0020119500

Nom établissement : ENHAD NOTRE MAISON  
Adresse : RTE MCANTOUDIER  
Code postal : 35040

Commune : AODHNAS

Tableau des mesures définies  
Prescriptions

Prescriptions									
N°	2	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport IFR	Levée O/N/ Absolument	Date de la levée	Observations
1		Mettre en œuvre une démarche active de recrutement d'un temps médical coordonnateur en conformité avec la capacité de réajustement et disposant de la qualification requise et proposer, dans l'immédiat, une disposition transitoire alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159 à 17° CASP	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail Autres modalités d'intervention proposées	E2-86	N		La mission a pris connaissance des éléments transmis par la structure. Elle maintient la prescription qui sera notifiée
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la démission effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD.	Article L311-3 du CASP Article L312-1 II al 4 du CASP Article D312-156 à du CASP Article L4311-2 à 4 du CSP	6 mois	Plan d'action faisant apparaître les différents leviers actuels, les délais et les réalisations pour recruter, stabiliser et fidéliser l'équipe soignante  Tableau nominatif des agents soignants en poste au 01/07/25 (OU/AS/IFAS/ASJ/ASD...) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions + si oui : copie des diplômes	E1-44-15-85	N		La mission a pris connaissance des éléments transmis dont notamment les parcours VAE. La prescription est modifiée et notifiée
3		Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire à l'ordre infirmier et d'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-18 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/03/2025 N° d'inscription et preuve de leur inscription à l'ordre infirmier	E3	Absolument	20/01/2026	La mission a pris connaissance des éléments transmis par la structure. La prescription n'est pas notifiée

Tableau des mesures définitives  
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 22/07/2025		Nom établissement : EHPAD NOTRE MAISON	
Affaire suivie par : 00/01/1900		Adresse : RTE MONTDIOIER	
		Code postal : 39240	
		Commune : AROMAS	

Recommandations						
Nb	4	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée
1		Définir et mettre en oeuvre des leviers pour stabiliser la fonction de direction et en assurer la continuité effective en formalisant un protocole et des plannings d'astreinte diffusés au personnel.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R2	N	la mission a pris connaissance des éléments et maintient la recommandation
2		Elaborer une fiche de poste pour chaque professionnel de l'établissement afin de fixer clairement les missions et responsabilités de chacun en prenant en compte les recommandations de bonnes pratiques de l'ANESM/HAS.	RBPP : bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008, partie 2, p.25  RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R4	N	la mission a pris connaissance des éléments et maintient la recommandation
3		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RBPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R1	N	la mission a pris connaissance des éléments et maintient la recommandation
4		Formaliser et mettre en oeuvre une procédure d'admission et d'accueil pour les nouveaux professionnels afin de faciliter leur intégration et leur adaptation à la population accueillie au sein de l'EHPAD.	RBPP mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008	R3	N	la mission a pris connaissance des éléments et maintient la recommandation